

Comité de solidarité et de suivi de la crise que traverse le Burundi.

Nécessité d'une feuille de route pour Sortir le Burundi de la crise actuelle

À l'attention des acteurs politiques et aux leaders de la société civile au Burundi

Mesdames, Messieurs,

Nous suivons avec attention les efforts des uns et des autres dans la crise que traverse le Burundi. Nous avons parfaitement conscience que la sortie de cette crise va exiger que chacun fasse un effort particulier pour regarder par-delà le quotidien pour croire en l'avenir, un avenir rassurant, stable et propice à un épanouissement de chacune et chacun des enfants du Burundi.

Pour notre part, le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise, vous transmet ci-dessous quelques propositions qu'il vous appartiendra de partager, et de compléter en vue de constituer une feuille de route pour une sortie rapide de cette crise qui menace non seulement le Burundi, mais l'ensemble des pays voisins.

La gravité de la crise exige un sursaut patriotique et national. Elle impose beaucoup de courage, de détermination et une réelle volonté de compromis pour l'intérêt général du Burundi et de l'ensemble de la sous-région.

Il ne faudra ni céder à l'abattement, ni se laisser décourager de quelque manière que ce soit. Il ne faudra surtout pas céder à la manipulation criminelle que le pouvoir Nkurunziza est en train de développer.

Au contraire, il faut se relever, se constituer en un front commun, solide et uni pour exiger un retour rapide à la légalité constitutionnelle. A cet effet, il est indispensable de considérer l'essentiel du parti CNDD-FDD comme étant tout aussi une victime des mésaventures de Mr. Nkurunziza.

Principes fondamentaux

1. Rejet unanime de la candidature illégale de Mr. Pierre Nkurunziza

Toute forme d'ambiguïté et d'imprécision concoure à semer la confusion. Il est indispensable que la cause de cette crise soit nommée sans ambiguïté à savoir: **L'inconstitutionnalité de la candidature de Mr. Nkurunziza pour un 3^{ème} mandat.**

Le respect de la constitution et des accords d'Arusha doit être affirmé avec force. C'est pourquoi le troisième mandat illégal de Mr. Nkurunziza est inacceptable et constitue la ligne rouge à ne pas dépasser par tous les partis politiques et toutes les organisations de la société civile épris d'esprit démocratique, de paix et de liberté.

Ceux qui soutiennent le troisième mandat de Mr. Nkurunziza doivent comprendre qu'ils s'allient avec un candidat hors la loi qui a décidé de trahir son peuple.

2. Nécessité d'un arrêt immédiat des massacres et autres exactions

- Il est aussi urgent d'expliquer à l'ensemble des instances régionales et internationales les horreurs qui sont en train d'être commises au Burundi et les menaces que fait peser Mr. Nkurunziza sur la paix et la stabilité dans la sous-région.
- **Car en effet, il incombe à l'ensemble des pays et des institutions internationales, médiateurs, parrains et dépositaires des accords d'Arusha de se réunir sans délais en vue de constater que Mr. Nkurunziza n'est plus en capacité d'incarner la souveraineté du Burundi et l'unité des Burundi pour s'être rendu coupable de viol des accords d'Arusha et que par conséquent, il doit en tirer toutes les conséquences qui s'imposent.**
- Une assistance militaire étrangère est indispensable pour une période d'environ 24 mois. Sa composition et son organisation sont à définir par les instances habilitées.

3. Voie de sortie de la crise actuelle.

Il est évident que dans l'immédiat, la tenue des élections telle qu'initialement prévue n'est pas possible. De même, le changement de calendrier que propose le sommet de Dar es Salaam (31 mai 2015) ou celui proposé par le gouvernement Nkurunziza n'est pas réaliste.

A cet effet, nous avons la ferme conviction que des conditions minimales doivent être instaurées afin que ces élections soient démocratiquement crédibles et équitables.

Pour l'essentiel, il s'agit de:

- **Le retour au calme, (ceci passe par le retrait de la candidature de Mr. Nkurunziza.)**
- **La réouverture des radios et télévisions privées et rétablissement de la liberté de presse et des médias ;**
- **La libération de tous les prisonniers politiques et d'opinion ;**
- **Le désarmement des milices ;**
- **Le retour des réfugiés qui sont actuellement massés dans les pays voisins ;**
- **La mise en place d'une nouvelle équipe de la CENI.**

4. Nécessité d'une large concertation entre leaders politiques et de la société civile.

Le comité de solidarité et de suivi de la crise burundaise :

- Réaffirme que le retour à la stabilité politique du Burundi passera inévitablement par une transition négociée, afin de permettre l'organisation des élections libres, inclusives, transparentes et démocratiques.
- **Recommande à tous les leaders des partis politiques et de la société civile de se concerter sans délais; de surmonter toute propension à la course en solo ou au positionnement individuel.**

- Insiste pour que toute démarche mette en avant l'impérieuse nécessité de trouver une solution, non pas pour des individus mais pour une nation commune et apaisée.

Il est évident que la tâche est difficile, c'est pourquoi nous pensons qu'il est indispensable que des états généraux soient organisés en vue de discuter, compléter et ratifier cette feuille de route.

- A cet effet, nous proposons que ces rencontres se passent en Afrique du Sud sous la facilitation des instances sous régionales et internationales avec une participation active de la société civile burundaise et des membres de la diaspora.
- La crise concerne les Burundais, toute solution doit émaner des Burundais eux-mêmes avec l'assistance de la communauté internationale.

En attendant, le comité de solidarité et de suivi de la crise en cours au Burundi vous demande :

- De rester unis, et de refuser toutes tentatives d'opposer les Burundais entre eux ou les uns contre les autres.
- D'avoir comme seul repère l'impérieuse nécessité d'entendre les appels à la raison tel qu'exprimés par les acteurs multiples, les Eglises du Burundi en général et l'Eglise Catholique en particulier.
- De rester solidaires avec l'ensemble de la population qui exige de chacun l'exemplarité et la diligence.

Enfin le comité de solidarité et de suivi de la crise en cours au Burundi rappelle aux acteurs politiques qui sont encore dans l'ambiguïté, que l'ensemble de la population burundaise attend de nous Tous de la dignité des « Bashingantahe », aux côtés de votre population pour exiger un retour à la légalité et à l'éthique démocratiques.

- **Nous vous demandons de faire montre d'un minimum de solidarité avec votre peuple pour exiger la dignité et arrêter cette course déshonorante.**
- **Nous vous demandons de suivre l'exemple des autres leaders politiques et de vous retirer sans délais de cette campagne qui ne rime à rien.**

En attendant, le comité de solidarité et de suivi de la crise en cours au Burundi, réaffirme sa disponibilité à apporter sa contribution pour une sortie rapide de cette crise que traverse le Burundi.

Pour le Comité de Solidarité et de suivi de la Crise que traverse le
Burundi.

Fait à Bruxelles, le 14 juin 2015
Mames BANSUBIYEKO
Coordinateur